

Prix de l'alimentation
REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 8 heures.

LES PRIX DE L'ALIMENTATION

ADOPTION DU PREMIER RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mardi 10 avril, de la motion de M^{me} MacInnis (Vancouver-Kingsway): Que le premier rapport du comité spécial sur les tendances des prix de l'alimentation, présenté à la Chambre le lundi 2 avril 1973, soit agréé.

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'avoir l'occasion de prendre la parole sur cette proposition. Les trois dernières fois, j'ai été interrompu alors qu'il me fallait encore cinq ou sept minutes pour terminer mes observations. Et comme j'ai préparé un discours, j'aimerais voir ces observations consignées au hansom. J'aimerais exposer au cours des quelques minutes qui me sont allouées, les raisons pour lesquelles les prix des aliments ont connu une importante augmentation, et insister sur certains points que nous pourrions étudier et qui, avec quelques modifications, pourraient arrêter quelque peu la hausse des prix des denrées alimentaires.

Tout d'abord, je ne crois pas que les producteurs soient à blâmer au sujet de la hausse des prix de l'alimentation. Il y a plusieurs raisons à cela. Des années durant, on a assisté à une migration constante de la population rurale du Canada et ma circonscription est dans ce cas. Non seulement l'accroissement démographique naturel des régions rurales a-t-il pris la direction des villes, mais bon nombre de fermes de ces mêmes régions se sont fusionnées pour constituer de grandes exploitations agricoles.

Tandis que naguère beaucoup d'agriculteurs produisaient des grains de toute sorte, de la crème, des œufs, élevaient bestiaux, volailles et porcs, de nos jours ils se spécialisent et nombre d'entre eux ne produisent qu'une sorte de céréale ou ne se livrent qu'à une sorte d'élevage. Cette tendance va sans doute se maintenir. Il semble que l'élevage sur une grande échelle de bêtes à cornes se concentre dans d'immenses troupeaux. L'élevage du porc ressemble pour ainsi dire à une usine de fabrication. Il en va de même des poulets et des dindons. Cette évolution a sûrement modifié et la conception première de l'agriculture et la faculté de cette dernière de répondre aux brusques exigences de la demande.

Vers la fin des années 60, le prix des aliments a baissé d'une façon anormale par suite de la surabondance de céréales sur le marché mondial, surtout au Canada. Les efforts frénétiques de la part des agriculteurs pour diversifier leur production, efforts secondés et stimulés par de nombreux gouvernements, ont abouti à une surproduction d'œufs, de porcs, de poulets et de dindons, à des prix désastreusement bas. On a alors exigé l'établissement de conseils de commercialisation pour réduire l'offre et ramener la stabilité sur le marché. Quand enfin l'excédent de céréales fut vendu et que le marché mondial du grain se fut élargi, le prix des grains de provende au Canada a monté. Mais la situation s'est aggravée du fait d'une baisse des protéines animales dans les pêches péruviennes, ce qui a donné lieu à des prix records pour les suppléments en protéines destinés aux animaux. Le lin et le colza ont monté; le lin a atteint son plus haut prix en 20 ans, par suite de la demande de farine de lin.

La hausse qui a suivi dans l'alimentation a suscité dans tous les milieux la demande de mesures. Je pense que les prix élevés de l'alimentation vont se maintenir pendant

[M. l'Orateur suppléant (M. Laniel).]

quelque temps encore. Malgré la vive inquiétude provoquée par la hausse de la viande, la moyenne de consommation de cette denrée a accusé une augmentation uniforme, passant de 60 à 90 livres par habitant au cours de la dernière décennie. Des augmentations du même genre ont été enregistrées dans le cas des autres viandes, comme le porc.

Dans le contexte actuel de la hausse de l'alimentation, bien des forces entrent en jeu sur le marché. Signalons à ce sujet qu'à cause des achats de porc par les Japonais, le prix de cette viande a atteint un chiffre record. Nous avons exporté environ 110 millions de livres de porc en 1972, les importations japonaises étant passées de 20 millions de livres en 1971 à 45 millions en 1972. Les Japonais ont acheté beaucoup de laine, de bois de construction, de contreplaqué, de colza et de porc dans le monde entier, mais depuis avril, leurs achats ont diminué, ce qui a provoqué une diminution de 20 p. 100 du prix du porc, une baisse du prix de l'agneau et une régression de 20 p. 100 du prix de la laine. Espérons que les Japonais reviendront sur le marché en mai. Il est possible que ces achats accrus proviennent d'énormes quantités de yens excédentaires dont les Japonais voulaient se débarrasser afin qu'on ne les accuse pas de contribuer à l'instabilité monétaire.

• (2010)

Il faut examiner de nombreux secteurs quand on étudie les possibilités de production et de commercialisation des aliments. Je ne pense pas que le prix des aliments diminuera, car il n'y a apparemment pas moyen de les produire à meilleur compte. Si nous voulons avoir la production alimentaire requise, nous devons nous assurer qu'il y a suffisamment de main-d'œuvre agricole. L'exode rural au cours des 25 dernières années a été tel que les gens qui sont restés à la ferme n'accroîtront probablement pas leur production alimentaire pour l'amener au niveau désiré. Je pense que le nombre de Canadiens qui vivent toujours à la ferme est tombé à environ 7 p. 100. Les Canadiens devront s'intéresser davantage à la viabilité des communautés agricoles.

La population agricole actuelle se remplace à peine et il semble inévitable qu'il faudra faire d'autres concessions et donner d'autres stimulants pour que la production agricole augmente. Il faudra notamment admettre que les dépenses pour le bétail, les machines et les autres immobilisations au cours des années précédentes grèvent directement le revenu de l'agriculteur et il faudra en tenir compte dans notre régime fiscal. Ce serait un bien meilleure façon d'inciter les jeunes gens à retourner à la ferme au lieu de leur accorder des prêts plus importants, comme on le fait depuis toujours, de sorte que le jeune agriculteur se retrouve endetté jusqu'à sa mort. Les récentes modifications fiscales étaient très hostiles à l'accumulation du capital tellement nécessaire à l'agriculture. L'agriculteur de l'Ouest ressent vivement la perte de l'amortissement linéaire, et la perte du troupeau de base est mauvaise et n'est que partiellement redressée par une récente modification.

Un autre élément a contribué, à mon avis, à l'augmentation du coût de l'alimentation: la réglementation du gouvernement concernant les lois sur la classification et l'hygiène. Ces lois ont amené la fermeture de plusieurs petites entreprises de conditionnement et d'abattage. J'ai de l'expérience avec les services d'hygiène. Certains semblent spécialement vigilants et rendent souvent les conditions si irraisonnables ou onéreuses que le petit boucher ou la petite entreprise d'abattage ne peut fonctionner.